



**Economics for a Fragile Planet: Rethinking Markets, Institutions
and Governance**
Edward Barbier

Cambridge, Cambridge University Press, 2022, 250 pages

Unsustainable World: Are We Losing the Battle to Save Our Planet?
Peter N. Nemetz

New York, Routledge, 2022, 418 pages

GIEC, la voix du climat
Kari De Pryck

Paris, Presses de Sciences Po, 2022, 326 pages

L'apparition de la pandémie de Covid-19 a eu un impact profond sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre, provoquant une baisse temporaire due au ralentissement de l'activité économique. Puis, à mesure que la virulence et la contagiosité du virus ont ralenti, l'activité économique internationale a repris, entraînant une réaugmentation des émissions. À la fin de la pandémie, il semblait que le monde se dirigeait vers une transition énergétique accélérée : les pays représentant une importante part des émissions mondiales s'étaient engagés à une réduction plus rapide de leurs émissions de CO₂ à l'occasion de la conférence de Glasgow.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine est cependant venu rappeler la forte dépendance de nos sociétés et de nos économies vis-à-vis des hydrocarbures. En restreignant l'approvisionnement en gaz du marché européen, les Russes ont créé un déficit d'approvisionnement sur un marché régional qui a eu des conséquences mondiales sur le prix du gaz et, par extension, sur les prix du baril. Les importants bouleversements des marchés mondiaux de l'énergie causés par l'invasion russe se sont dès lors mis en travers des politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Afin d'assurer leur sécurité d'approvisionnement énergétique dans un contexte de pénurie de gaz, nombre d'États industrialisés ou émergents ont ainsi choisi d'en revenir au charbon, un combustible que l'on espérait voir disparaître. Après deux années de pandémie et de ralentissement économique, les gouvernements donnent nettement la priorité à la sécurité énergétique et à la relance économique, au détriment d'efforts de décarbonisation qu'ils peinaient déjà à mettre en œuvre.

Dans ce contexte, trois ouvrages publiés début 2022, issus du monde de la recherche académique, permettent de prendre quelque recul, et de réintégrer ces événements dans des tendances de plus long terme. Si ces ouvrages n'ont pu intégrer les récents développements des marchés de l'énergie liés à la guerre d'Ukraine, ils apportent néanmoins un éclairage nouveau sur les relations de nos sociétés avec l'énergie, l'économie et l'environnement.

Edward Barbier est professeur au département d'économie de la Colorado State University. Spécialisé en économie des ressources naturelles et du développement,

ses recherches portent principalement sur les liens entre l'économie et l'écologie. Auteur de très nombreuses publications académiques sur ces sujets, il est un des économistes de l'environnement les plus cités dans le monde. Dans son dernier ouvrage, *Economics for a Fragile Planet*, Barbier se penche sur un monde de plus en plus fragile, exposé à d'importants risques climatiques et à de nombreuses crises environnementales. Il examine les liens de cause à effet entre la dégradation de l'environnement et le réchauffement de la planète, entrant dans les détails des conséquences de la perte de biodiversité, de la diminution des ressources en eau douce, de la pollution des environnements marins. Il évalue aussi, en retour, comment ces dégradations anthropiques de l'environnement affectent le bien-être humain. Enfin, il s'interroge sur les changements nécessaires dans nos systèmes économiques pour découpler la création de richesse de la destruction de l'environnement.

Son ouvrage propose des solutions pour maintenir le bien-être humain tout en construisant une économie mondiale plus « verte » et « inclusive ». Les solutions avancées demeurent cependant assez générales, et l'intérêt du livre réside sans doute principalement dans les constats détaillés exposés dans les premiers chapitres. L'ouvrage, accessible à un large public, constitue une excellente introduction pour le lecteur qui souhaite mieux comprendre les liens entre l'économie et l'environnement.

Unsustainable World de Peter N. Nemetz est un ouvrage tout aussi détaillé que le précédent, mais plus technique, et donc destiné à un public plus averti : il peut être une continuation de l'ouvrage précédent. Peter N. Nemetz, économiste renommé qui a obtenu son doctorat à l'université de Harvard, est aujourd'hui professeur émérite de stratégie et d'économie d'entreprise à la Sauder School of Business de l'université de Colombie-Britannique, au Canada. Si le livre précédent décrivait plutôt les symptômes du réchauffement climatique sur nos sociétés, celui de Nemetz offre une analyse plus détaillée des causes et des solutions potentielles d'un point de vue multidisciplinaire, à la fois scientifique et économique. La première partie définit la durabilité et établit le contexte des défis historiques et actuels du monde. Les parties II et III décrivent les défis de la durabilité auxquels sont confrontés les secteurs des transports, de l'industrie et de l'agriculture, puis examinent les solutions que l'auteur estime réalistes, ainsi que celles qu'il juge « inutiles » ou « irréalistes ». Nemetz place ainsi son analyse dans le débat public en indiquant les raisons pour lesquelles certaines solutions lui semblent plus prometteuses face à ces défis.

Les deux premiers ouvrages sont complémentaires et permettent, s'ils sont lus dans l'ordre énoncé, une gradation dans le sujet ainsi que dans la difficulté et la technicité du propos. Ils mettent aussi en filigrane en évidence les différences entre pays industrialisés et émergents face aux conséquences et aux efforts de lutte contre le réchauffement climatique. Cela, notamment en termes de besoins, de capacités et de financement de la transition énergétique. Cette question jouera un rôle clé dans les efforts de lutte contre le changement climatique des années à venir. Les efforts de baisse des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés risquent en effet d'être neutralisés par l'augmentation des émissions des pays émergents, lesquels auront une croissance économique et démographique plus importante. Les conditions structurelles contrastées entre les grandes économies et celles des pays émergents et en développement exigeront donc des stratégies différentes. Dans ce

contexte, les appels des pays industrialisés aux pays émergents pour qu'ils réduisent leurs émissions et s'engagent au plus vite dans une voie de développement économique décarbonée risquent d'être d'autant moins audibles que les plus grands émetteurs auront parfois substitué le charbon au gaz pour faire face aux impacts à court terme de la guerre d'Ukraine sur le prix et la disponibilité du gaz.

Dans son dernier ouvrage, *GIEC, la voix du climat*, Kari De Pryck revient sur le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), organisation unique dans sa composition. Ce livre complète les deux premiers en donnant un bon aperçu du fonctionnement réel d'une des institutions les plus importantes de la lutte contre le réchauffement climatique. Kari De Pryck est une politologue et chercheuse en relations internationales, dont les recherches portent sur l'influence qu'exercent les experts sur la politique environnementale internationale. Cet ouvrage est tiré de sa thèse de doctorat sur le GIEC.

Le changement climatique étant devenu plus politisé au fil des ans, le GIEC a dû redoubler d'efforts pour améliorer ses procédures d'évaluation et de rapport. Ce qui implique de suivre plusieurs cycles d'examen par des experts externes et des représentants gouvernementaux, l'étape finale de tout rapport étant la rédaction du résumé destiné aux décideurs politiques. C'est ce résumé qui, bien qu'il représente la production la plus courte du GIEC, est la plus importante. Selon l'auteur, il est crucial dans les négociations internationales sur le climat car il présente un consensus sur les actions nécessaires à mener contre le réchauffement climatique par tous les responsables gouvernementaux qui ont participé à sa rédaction. Une fois accepté, il leur est très difficile de s'opposer aux éléments du résumé, au risque de se déjuger. Le GIEC n'est donc pas seulement composé de scientifiques, mais aussi de représentants de ses États membres. Cette importante diversité peut parfois rendre difficile l'atteinte d'un consensus. Toutefois, l'auteur soutient que cette diversité est l'une des forces du GIEC, en ce qu'elle permet d'apporter des perspectives politiques, sociales et scientifiques très différentes sur un sujet particulier. De Pryck explique aussi comment le GIEC a, au fil du temps, durement gagné sa réputation d'institut scientifique. Le GIEC a pu en effet être mêlé à des controverses, parfois liées à des erreurs de forme dans ses rapports, utilisées par les groupes climatosceptiques pour dénigrer ses travaux et entacher sa réputation. Face à cela, l'organisation a mis en place des procédures très strictes pour éviter les erreurs, mais aussi des stratégies de communication pour faire face aux éventuelles crises auxquelles l'institution peut se voir confrontée dans le débat public.

Ces trois ouvrages s'articulent et se complètent utilement, pour le lecteur découvrant ces sujets comme pour le plus averti, en donnant des outils théoriques et pratiques pour mieux appréhender les débats sur le réchauffement climatique et les meilleurs moyens pour y faire face. Leur lecture rappelle également combien les efforts des pays en la matière sont fragiles et soumis aux aléas, parfois brutaux, de l'actualité économique et géopolitique.

Hugo Le Picard

Chercheur associé au centre Énergie & Climat de l'Ifrri

Relations internationales

RE-IMAGINING INTERNATIONAL RELATIONS: WORLD ORDERS IN THE THOUGHT AND PRACTICE OF INDIAN, CHINESE, AND ISLAMIC CIVILIZATIONS

Barry Buzan et Amitav Acharya
Cambridge, Cambridge University Press, 2021, 240 pages

Le nouvel ouvrage de Buzan et Acharya approfondit l'agenda de *The Making of Global International Relations* (Cambridge University Press, 2019) qui soulignait la nécessité d'accorder plus de visibilité aux voix extra-occidentales, sur les plans conceptuel et historique. Les auteurs ancrent la réflexion dans des traditions intellectuelles et des pratiques politiques du sous-continent indien, de Chine et du « monde islamique ». Ils épaississent ainsi la compréhension de six concepts ou enjeux centraux : hiérarchie ; rapports de puissance ; coexistence pacifique ; économie politique internationale ; territorialité ou transnationalisme ; modes de pensée et d'appréhension du monde.

Un solide chapitre méthodologique et conceptuel permet d'anticiper les débats que ce livre ne manquera pas de soulever, tout en répondant aux résistances contre l'agenda du décentrement. Les auteurs rappellent que les espaces qu'ils évoquent n'ont pas évolué en vase clos. Ils justifient leur choix d'une focale précoloniale, pour éviter de déplacer le problème de l'occidentalo-centrisme en recentrant le débat sur les effets de la rencontre entre les espaces étudiés et les entreprises coloniales. Abordant avec précaution la possible comparaison entre les concepts

sélectionnés et ceux privilégiés par les approches conventionnelles des relations internationales (RI), ils reviennent sur les enjeux de traduction et le nécessaire travail de contextualisation qui en résulte. Enfin, loin de postuler une causalité automatique entre les traditions analysées et les comportements politiques contemporains, ils soulignent les divergences entre pensée et pratique, tout en montrant l'intérêt d'étudier ces traditions indépendamment de leur éventuelle postérité.

Le livre s'agence de manière didactique autour des trois ensembles civilisationnels qu'il met en avant, et de leur apport à la diversification des réflexions et des pratiques prises en compte pour conceptualiser les RI. On retrouve par exemple une synthèse des discussions posées par les auteurs de l'« école chinoise » sur le rapport centralisé et hiérarchique à l'universalité postulé par le concept de *tianxia* (sous le ciel), sur l'apport des épopées indiennes à la pensée sur les conditions de la guerre et les rapports de puissance, ou encore les implications conceptuelles de l'idée d'*oumma*. Rappelant de manière pédagogique l'origine et les usages de ces notions – parmi d'autres –, les auteurs procèdent à un exercice d'histoire contrefactuelle : à quoi aurait ressemblé la théorie des RI si le sous-continent indien, la Chine ou le monde islamique avaient été le creuset de son élaboration ?

La conclusion revient sur l'importance du décentrement pour la conceptualisation de RI représentatives de la complexité du monde, et les obstacles auxquels il est confronté dans le champ académique. Dans la riche actualité éditoriale que suscite ce débat et qui témoigne de sa maturation, ce court ouvrage apparaît indispensable, pour sa

contribution didactique à la diversification des connaissances et pour son éclairage original de concepts centraux. On ne peut que lui souhaiter d'être lu dans les espaces conventionnels d'enseignement et de recherche, où tarde à s'imposer l'idée que comprendre une mondialité plurielle exige d'abord de faire le chemin consistant à penser par et avec l'altérité.

Delphine Allès

LES AUTRES NE PENSENT PAS COMME NOUS

Maurice Gourdault-Montagne
Paris, Bouquins, 2022, 396 pages

On voyage beaucoup avec Maurice Gourdault-Montagne : dans le temps – la carrière fut étendue –, dans l'espace – au fil des postes et des missions –, dans l'État – des premiers engagements après le concours d'Orient jusqu'aux sommets de la décision.

C'est la force et l'intérêt de ces « mémoires » que de n'en être pas : mais plutôt une succession de réflexions et de témoignages illustrant le « métier de diplomate ».

Sur les rapports entre politique intérieure et politique extérieure – la première restant déterminante pour l'expression de la seconde –, sur le fonctionnement des institutions – entre le Quai, la Primature et l'Élysée –, sur les présidents eux-mêmes – décisifs, mais gouvernés comme chacun par leur propre personnalité –, bref sur la manière dont se crée, se modèle, s'adapte la politique étrangère, ces pages sont précieuses parce qu'appuyées sur une expérience directe et de longue haleine, qui n'est d'ailleurs pas chiche d'anecdotes...

Au-delà des chicanes politiques et institutionnelles, on sera séduit par le voyage planétaire dans lequel nous entraînent ces pages. Avec des développements fouillés sur nombre de pays : Russie, Algérie, Allemagne, Chine, Japon, Inde... sans oublier tous ceux où les missions diplomatiques ont conduit les pas de l'auteur. Sur chacun de ces pays se croisent l'analyse diplomatique et la volonté de comprendre un fonctionnement culturel propre fait d'héritage historique et, simplement, d'attitudes humaines – deux composantes essentielles à saisir pour toute diplomatie, spécialement, par exemple, pour l'Allemagne ou l'Algérie, les relations avec cette dernière étant largement déterminées, au-delà des rapports d'États, par des relations « de peuple à peuple », note l'auteur.

Dans cet ouvrage, qui ne suit pas la chronologie d'une carrière mais la diversité et la richesse des expériences, on se délectera aussi des portraits, voire des classements, des ministres des Affaires étrangères ou des présidents : exercice où l'on sent l'auteur quelque peu tenté de sortir de la pure diplomatie...

Le message fondamental de l'ouvrage est exprimé dès le titre : si « les autres ne pensent pas comme nous », leur manière de penser est respectable, ou au moins inévitable, et il faut les connaître. La diplomatie est donc ce métier de connaissance, d'analyse, de proximité, de partage du vécu des autres. Un métier irréductible à un enchaînement de rapides missions d'experts : un métier héritier de méthodes, de démarches, de réflexes longuement élaborés et reconstruits en permanence par un corps spécialisé de serviteurs de l'État. Il ne s'agit pas simplement de prendre le thé de manière

distinguée, mais d'exprimer la nation à l'extérieur et de rapporter à ses institutions la connaissance la plus étendue possible d'un monde où la France est encore vue comme un acteur à vocation globale.

Le livre se clôt ainsi sur une vibrante défense de la spécificité du métier de diplomate, niée aujourd'hui par les réformes des grands corps de l'État, au moment même où l'explosion du monde de l'après-guerre froide demande au pays plus de profondeur, d'agilité et de permanence dans l'analyse internationale. Il ne s'agit pas là d'un discours de défense corporatiste, mais de la description longuement argumentée d'un « métier » plus que jamais contemporain : cette défense-et-illustration d'un de ses plus brillants représentants devrait être écoutée.

Dominique David

Économie

SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE. VERS UN NOUVEAU MODÈLE PRODUCTIF

Élie Cohen

Paris, Odile Jacob, 2022,

240 pages

Élie Cohen, économiste et directeur de recherche au CNRS, définit la « politique industrielle » comme le soutien spécifique de l'État à un groupe de secteurs ou d'entreprises en vue de préserver l'indépendance nationale, de pallier des défaillances de marché, de contenir le déclin d'activités traditionnelles, de

favoriser la spécialisation dans des technologies d'avenir et/ou de veiller à certains équilibres régionaux.

Les politiques industrielles diffèrent selon les pays, impliquant des moyens et des objectifs variés. Elles peuvent être ouvertement assumées et revendiquées par l'État, demeurer diffuses, voire prendre des formes relativement opaques. Aux États-Unis, le rôle du département de la Défense est crucial : la commande publique soutient depuis longtemps les industries militaire et aéronautique, et leur permet de mener des politiques de recherche et de développement audacieuses. En Allemagne, les liens privilégiés entre caisses d'épargne régionales et entreprises de taille intermédiaire ont préservé l'industrialisation sur une grande partie du territoire. Au Japon, c'est le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce international, renommé METI) qui a été au cœur de la modernisation de l'outil industriel et de l'amélioration spectaculaire de la productivité. Le cas chinois est certainement le plus emblématique : grâce à des subventions massives, des prêts bonifiés et des transferts de technologies (*via* par exemple les *joint-ventures*), les entreprises de l'empire du Milieu ont remonté les chaînes de valeur, gagnant des parts de marché au détriment d'entreprises occidentales dont elles étaient auparavant les sous-traitants.

La France, quant à elle, s'est distinguée par des louvoiements multiples depuis 60 ans. Après les champions nationaux de l'ère gaullo-pompidolienne et les privatisations des années 1980 et 1990, les pôles de compétitivité puis le programme d'investissements d'avenir ont donné des résultats mitigés. La désindustrialisation et les délocalisations se sont poursuivies encore dans les années 2010.

Il faut attendre l'avènement du trumpisme, l'exacerbation du nationalisme chinois et la pandémie de coronavirus pour assister à un retour en grâce des politiques industrielles à Bruxelles, et à une meilleure coordination entre États membres de l'Union européenne. L'un des piliers de cette nouvelle dynamique est l'instauration de Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC), qui visent à relancer les filières technologiques en Europe. Ces PIIEC sont des initiatives nationales, autorisées par la Commission à condition qu'elles démontrent un projet de leadership technologique faisant naître ou croître des synergies et des chaînes de valeur à l'échelle européenne. L'alliance pour les batteries et le développement de la filière hydrogène sont déjà des projets phares. À ces PIIEC s'ajoutent des mesures communautaires de contrôle accru des investissements directs étrangers, parfois susceptibles de faire main basse sur des technologies sensibles.

Le livre d'Élie Cohen est éclairant : il nous montre qu'il aura fallu attendre le contexte économique et géopolitique hostile observé depuis la fin des années 2010 pour assister à l'essor d'une vraie politique industrielle européenne.

Norbert Gaillard

THE ECONOMIC WEAPON: THE RISE OF SANCTIONS AS A TOOL OF MODERN WAR

Nicholas Mulder

New Haven, Yale University Press, 2022, 448 pages

Le bureau du contrôle des actifs étrangers américain applique aujourd'hui 37 programmes de sanctions, en réponse aux programmes nucléaires

nord-coréen et iranien, aux atteintes aux droits de l'homme à Cuba et aux progrès de la Chine dans les hautes technologies. L'invasion de l'Ukraine a provoqué la mise en place de sanctions de l'Union européenne, du Japon, du Royaume-Uni, de la Corée du Sud et des États-Unis. L'arme économique apparaît donc comme un aspect central des relations internationales contemporaines.

Nicholas Mulder date la naissance de l'arme économique moderne de la Première Guerre mondiale. La guerre totale met fin à la séparation entre l'économie et la guerre, et donc à la protection du commerce privé. Les biens des ressortissants étrangers, notamment les navires marchands, sont saisis dès le début du conflit. L'administration se fait plus intrusive pour collecter de l'information sur les ressources, les capacités de fret, les relations commerciales et réussir le blocus. La liberté du commerce précédemment reconnue aux pays neutres est remise en question. À partir de 1916, les navires neutres qui veulent bénéficier des points de ravitaillement en charbon britanniques dans le monde doivent se soumettre à l'inspection de leurs cargaisons.

Mais la rupture fondamentale intervient au sortir de la guerre. En 1918, l'idée que le blocus a joué un grand rôle dans la défaite des empires centraux est largement partagée. L'arme économique apparaît alors comme un moyen de garantir la paix et la stabilité internationale. La nouvelle Société des nations (SDN) est donc dotée d'un mécanisme de sanctions : l'article 16 du Pacte prévoit qu'un État membre recourant à la guerre subisse la rupture de « toutes relations commerciales ou financières » avec les autres États membres. Les sanctions non belligérantes naissent alors,

puisque ce régime de sanction n'est pas subordonné à un état de guerre entre la SDN ou ses membres et le pays agresseur. Pour Nicholas Mulder, l'internationalisme libéral vient alors redéfinir la paix et la guerre.

Pour les alliés, les sanctions devaient donner à la SDN la capacité de décourager de potentiels agresseurs. La simple menace de recours aux sanctions a bien permis de désescalader un conflit frontalier entre la Grèce et la Bulgarie en 1925. Mais elle s'est révélée incapable de dissuader de grandes puissances. Le Japon n'est pas sanctionné après son invasion de la Mandchourie. L'Italie, soumise à un boycott de la SDN qui réduit ses réserves de change, poursuit sa conquête de l'Éthiopie. Malgré ce relatif échec, les régimes révisionnistes de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et du Japon impérial prennent très au sérieux la menace d'être coupés des matières premières stratégiques par les empires français et anglais et leurs marines : d'où les programmes d'autarcie, le développement d'ersatz et des formes d'impérialisme, notamment en Europe du Sud.

Alors que les dépendances économiques sont de plus en plus mises au service d'intérêts géopolitiques, le travail de Nicholas Mulder permet d'éclairer les dynamiques à l'œuvre. Le recours à la coercition économique est-il vraiment un outil au service de la stabilité, ou ne risque-t-il pas de nourrir les méfiances et les conflits ? Face à ce risque, l'auteur souligne notamment que l'arme économique a également une face positive, celle du *Lend-Lease* et du soutien aux pays menacés.

Louis de Catheu

21ST CENTURY MONETARY POLICY: THE FEDERAL RESERVE FROM THE GREAT INFLATION TO COVID-19

Ben S. Bernanke
New York, Norton, 2022,
512 pages

Contrairement à ce qu'il avait fait dans ses mémoires (*The Courage to Act*, Norton, 2015), le Prix Nobel d'économie 2022 Ben Bernanke, président de la Federal Reserve (Fed), se présente ici avec sa casquette de chercheur : le but de l'ouvrage, accessible au grand public mais conforme aux standards d'une publication académique, est de dresser une histoire de long terme de la politique monétaire aux États-Unis. L'auteur étant néanmoins l'un des principaux protagonistes de l'histoire qu'il raconte, les limites entre le Bernanke « sujet » et le Bernanke « objet » de la narration restent inévitablement floues.

Écrit pendant la pandémie, cet ouvrage se présente comme une chronique des décisions prises par les présidents successifs de la Fed depuis les années 1960 jusqu'à la crise du Covid-19. Il s'inscrit donc dans la tradition des histoires monétaires des États-Unis initiée par Milton Friedman et Anna Schwartz, puis continuée par Allan H. Meltzer et Robert L. Hetzel. La focale est sur le contexte auquel les décideurs ont été confrontés, ainsi que sur leur propre perception de ce contexte, largement dépendante, selon Bernanke, de leurs ancrages théoriques.

La thèse principale est qu'au fil du temps trois changements majeurs ont transformé en profondeur le cadre macroéconomique dans lequel opère la Fed. Premièrement, la relation entre inflation et chômage (la célèbre « courbe

de Phillips ») est devenue assez imprévisible : une inflation montante n'est plus nécessairement associée à un marché du travail dynamique, et vice-versa. Deuxièmement, une baisse historique du taux d'intérêt « naturel » s'est produite, à cause du vieillissement de la population et du ralentissement de la productivité. Enfin, les risques d'instabilité financière systémique n'ont cessé de s'accroître. L'auteur conclut que ces trois phénomènes de longue haleine continueront de marquer le futur de la Fed, et l'appelleront à adapter son action dans le sillage des nouvelles voies ouvertes depuis 2008.

L'entreprise de Bernanke étant monumentale, chaque lecteur finira inévitablement par trouver, noyées dans des centaines de pages denses et rigoureuses, quelques petites sources d'insatisfaction dictées par ses propres inclinations. On pourrait par exemple regretter le rôle totalement secondaire réservé par l'auteur aux facteurs internationaux, vaguement esquissés à l'arrière-plan d'une histoire qui se veut foncièrement domestique, sans l'être véritablement. On pourrait en outre déplorer l'écart considérable entre, d'un côté, la sévérité montrée à l'égard des dirigeants de la Fed de l'époque de la « Grande Inflation » des années 1970 (imputée à des erreurs des autorités plutôt qu'à des facteurs réels) et, de l'autre côté, la bienveillance réservée à leurs successeurs de l'époque de la « Grande Récession » des années 2010 (imputée à des facteurs réels plutôt qu'à des erreurs des autorités). Surtout, on pourrait légitimement s'étonner que l'ouvrage n'offre, au final, aucun outil aidant à comprendre le retour spectaculaire de l'inflation depuis 2021, pourtant si similaire aux événements des années 1970.

En dépit de conclusions qui paraissent avoir déjà plutôt mal vieilli à seulement

quelques mois de leur parution, *21st Century Monetary Policy* demeure un ouvrage tout à fait remarquable, qui s'imposera comme une source secondaire et primaire incontournable pour les historiens de notre époque.

Stefano Ugolini

Sécurité/Stratégie

LES NOUVELLES FORMES DE GUERRE

Le Rubicon

Paris, Équateurs, 2022, 144 pages

Voici un ouvrage à mettre dans les mains de ceux qui veulent comprendre la guerre autrement que par le décompte des pertes et par la simple analyse des manœuvres sur la ligne des combats. Car la guerre ne se fait pas seulement dans le champ physique. Elle se joue aussi sous des formes non cinématiques et dans d'autres « champs et milieux », pour reprendre l'expression consacrée. C'est justement l'intérêt de ce recueil de la collection Rubicon (collectif animé par le Réseau d'analyses stratégiques canadien, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et le centre Thucydide de Panthéon-Assas) qui propose, au travers d'articles récents, d'éclairer ces autres aspects de la conflictualité.

Neuf analyses sont rassemblées ici, qui s'intéressent à la guerre selon le prisme de « la temporalité, la formation, la cognition, la technologie, la désinformation, la clandestinité, les réfugiés, le virus et le droit ». Ces différents domaines ne constituent pas en propre

de nouvelles formes de guerre, comme pourrait le suggérer le titre de l'ouvrage. Ils ont pour la plupart fait l'objet d'une exploitation par les stratégies politiques et militaires. Cependant, ils comportent en leur sein des facteurs susceptibles d'évoluer au gré du contexte géopolitique ou de l'avancée des technologies. Mettre en lumière ces facteurs et leurs conséquences dans ces domaines constitue la véritable raison de cette collection. Il faut remercier la direction du Rubicon et les auteurs d'avoir pris soin d'enrichir leurs articles des observations de la guerre en Ukraine, qui constitue un exemple éloquent des multiples visages de la conflictualité.

Que nous disent ces analyses ? En premier lieu, que l'évolution de ces facteurs impose d'adapter outils et systèmes pour rester compétitif. C'est vrai à tous les niveaux et en particulier celui de la formation des chefs qui est, pour le général Durieux, « d'autant plus aiguë que la guerre change et continue de le faire ». Les nouvelles technologies doivent également être appréhendées. Le général Claesson et Zebulon Carlander en font un impératif de compétitivité pour les « petits États » comme la Suède. Elles possèdent en effet une capacité à niveler les niveaux opérationnels entre deux adversaires.

Néanmoins, cette nécessité d'évolution ne signifie pas pour autant révolution. Tout d'abord, des règles intangibles existent comme le rappelle Julia Grignon à propos du droit international humanitaire. Ensuite, la révolution comporte des risques. Risque, par exemple, de dévier l'outil de sa véritable finalité souligne Matteo Mazziotti di Celso à propos de l'emploi des armées sur le territoire national. Dès lors, la solution réside dans une « approche évolutive » promouvant l'adaptation progressive de

l'outil aux facteurs de changement. Olivier Schmitt donne une piste parmi d'autres en évoquant l'idée de synchroniser la prospective politico-stratégique et l'élaboration des systèmes d'armes.

Cet ouvrage a enfin un ultime intérêt : il appuie les efforts de pédagogie du chef d'État-major français qui s'efforce de convaincre par son triptyque compétition/contestation/affrontement que la guerre est de tous les instants. Les articles sur la « galaxie Prigojine », la guerre cognitive et les actions clandestines doivent faire comprendre, à ceux qui en douteraient encore, que le retour de la guerre en Europe n'a évidemment pas commencé le 24 février.

François Renaud

AUTONOMOUS WEAPONS SYSTEMS AND INTERNATIONAL NORMS

Ingvild Bode et Hendrik Huelss
Montréal, McGill-Queen's University Press, 2022, 196 pages

Les normes internationales existent précisément pour fixer les standards en matière d'usage de la force. Cependant, avertissent les auteurs, l'émergence de systèmes d'armes autonomes – capables d'identifier une cible et d'ouvrir le feu sans intervention humaine – met en péril cette architecture normative. D'une part, ces standards sont conçus pour les humains, ce qui laisse planer le doute quant à leur compréhension et leur application par des machines. D'autre part, les essais, le développement et le déploiement de systèmes d'armes dotés de fonctionnalités autonomes donnent lieu à de nouveaux usages, qui influent également sur l'évolution des normes éthiques et légales.

C'est pourquoi Ingvild Bode et Hendrik Huells interrogent la manière dont les nouvelles technologies militaires et les pratiques qu'elles emportent entraînent des changements de long terme dans les normes de la guerre. À cet égard, la réponse apportée aux actions terroristes au cours des vingt dernières années constitue un précédent intéressant. Les normes qui encadrent le recours à la force étant conçues pour des interactions entre États souverains, il s'est avéré très difficile de les justifier contre des acteurs non étatiques violents. Les pratiques étatiques au lendemain du 11 septembre 2001 ont alors bouleversé les normes d'imminence et d'attribution, et répandu le recours aux assassinats ciblés. Or la disponibilité de nouvelles technologies militaires, en particulier les drones armés, a joué un rôle décisif dans leur généralisation.

En effet, l'argument le plus saillant du livre est que les normes n'apparaissent pas uniquement dans les enceintes de délibération internationale. Lorsque les acteurs s'emparent d'armes émergentes, ils développent de nouvelles manières de faire la guerre qui deviennent des références, c'est-à-dire des normes. En ce sens, les conceptions de ce qui constitue un usage approprié de la force sont également façonnées par les pratiques militaires. Dans cette perspective, l'humain pourra-t-il maintenir un contrôle sur l'usage de la force, alors qu'arrivent sur le champ de bataille des systèmes de plus en plus autonomisés ? Dans le cas contraire, la communauté internationale est-elle prête à déléguer des décisions aussi critiques que le choix et l'engagement d'une cible à des algorithmes ?

Cette approche originale, centrée sur les répercussions normatives du développement des systèmes d'armes autonomes, vient habilement compléter la

recherche existante sur les questions stratégiques, juridiques, politiques et éthiques soulevées par ces technologies disruptives. Ainsi que le soulignent Ingvild Bode et Hendrik Huells, l'autonomisation des systèmes d'armes n'est pas une préoccupation futuriste mais un phénomène déjà à l'œuvre. Certaines fonctions autonomes sont déjà utilisées depuis des décennies, par exemple dans les systèmes de défense aérienne. Leur déploiement a progressivement transformé les normes d'usage de la force et de contrôle humain. Cet ouvrage est donc très pertinent pour saisir les enjeux liés à la militarisation de l'Intelligence artificielle et ses implications pour les relations internationales en général. L'analyse proposée pâtit cependant parfois de son approche trop partielle, qui en fait du même coup un véritable plaidoyer contre l'autonomisation des systèmes d'armes.

Laure de Roucy-Rochegonde

THE TERRORIST IMAGE: DECODING THE ISLAMIC STATE'S PHOTO-PROPAGANDA

Charlie Winter

Londres, Hurst, 2022, 320 pages

Voici dix ans, Abdelaslem El Difraoui publiait *Al-Qaïda par l'image* (Presses universitaires de France), ouvrage tiré d'une thèse de doctorat qui analysait « le Grand Récit d'Al-Qaïda et du djihad global ». À l'époque, Daech n'existait pas. Or, ce groupe rival d'Al-Qaïda a porté la propagande djihadiste à un niveau supérieur, déversant sur internet une myriade de contenus dans de multiples langues.

The Terrorist Image est lui aussi le produit d'une thèse, soutenue au King's

College de Londres par Charlie Winter. Ce jeune chercheur s'était déjà fait remarquer en publiant un rapport intitulé « The Virtual Caliphate », dans lequel il examinait la communication du groupe État islamique sur une période allant de mi-2014 à mi-2015. Pour ses recherches doctorales, il a à la fois élargi la période considérée (de la fin 2015 à l'automne 2017) et limité son objet d'étude aux contenus photographiques. Il a ainsi constitué une base de données d'environ 20 000 clichés, qu'il s'est évertué à passer au crible.

Charlie Winter s'inscrit dans une démarche de « sémiotique visuelle » et cherche à décrypter les signes qui se cachent dans les images. Il se réclame de l'héritage de Roland Barthes, mais reconnaît lui-même qu'un fossé existe entre les produits de consommation étudiés par l'auteur des *Mythologies* et la propagande d'une organisation terroriste. Les lecteurs peu intéressés par ce cadre théorique peuvent en faire abstraction pour se concentrer sur l'analyse de la communication de Daech.

Les milliers de photographies consultées par le chercheur ont été méticuleusement classées. Deux grandes catégories ont été identifiées : les images relatives à la guerre représentent 72 % du corpus ; celles ayant trait à la vie civile constituant les 28 % restants. Chacune de ces catégories est ensuite divisée en sous-catégories. Les thématiques les plus développées sont celles relatives aux opérations offensives, à l'artillerie, à la martyrologie, à l'économie et à la nature. Les images de châtiments corporels et d'exécutions sommaires – qui ont tant choqué à l'apogée de Daech – ne forment qu'une partie très minoritaire des documents analysés.

L'ouvrage est illustré par plusieurs dizaines de photographies de propagande, que l'auteur décrit et interprète.

Pour Charlie Winter, ces clichés ne doivent pas être appréhendés comme un reflet de la réalité, mais comme miroir de l'idéologie salafo-djihadiste de l'État islamique. Il s'agit pour ce groupe de présenter de manière idéalisée son projet de califat, de vilipender ses différents ennemis (appelés *nusayris* pour les soldats syriens, *râfidhites* pour les milices chiites, *murtadines* pour les sunnites accusés d'apostasie et *salibiyines* pour les chrétiens) et d'héroïser ses combattants.

Il n'y a en somme pas vraiment de surprise ni de découverte majeure dans ce travail de recherche, mais Charlie Winter fait œuvre utile en documentant précisément la propagande de Daech, en proposant une typologie et en quantifiant chaque catégorie. C'est un travail pour l'histoire que l'auteur a réalisé, et qui n'est probablement pas terminé : le corpus documentaire a été déposé à l'Imperial War Museum de Londres, et peut désormais être exploité par d'autres chercheurs.

Marc Hecker

V13. CHRONIQUE JUDICIAIRE

Emmanuel Carrère

Paris, P.O.L., 2022, 368 pages

On connaissait Emmanuel Carrère écrivain – prix Femina pour *La Classe de neige* et Renaudot pour *Limonov* –, on le découvre chroniqueur judiciaire. Ce genre, qui ne concerne guère les relations internationales, n'a pas habituellement sa place dans *Politique étrangère*. Mais le procès « V13 », par son importance et sa dimension transfrontalière, fait exception. V13 pour vendredi 13 : jour funeste de novembre 2015 où 130 personnes perdirent la vie aux

abords du Stade de France, au Bataclan et sur les terrasses de cafés parisiens.

De septembre 2021 à juillet 2022, Emmanuel Carrère a suivi assidûment ce procès hors norme (1 800 parties civiles, 350 avocats, dossier d'instruction de 542 tomes), produisant des articles hebdomadaires pour *L'Obs*. Ses chroniques, revues et augmentées, ont été rassemblées en un ouvrage qui, quelques semaines après sa parution, a obtenu le prix Aujourd'hui.

Plusieurs pages sont consacrées à la géopolitique : reprenant les analyses développées à la barre par le chercheur Hugo Micheron, l'auteur décrit l'écosystème salafo-djihadiste qui a transformé des petits dealers de Molenbeek en dangereux terroristes. On retrouve là le triptyque « quartiers, Syrie, prisons » passé au crible par Hugo Micheron dans son essai *Le Jihadisme français*¹.

Cependant, l'intérêt principal de *V13* ne réside pas dans les développements politico-stratégiques. Ce qui fait le caractère remarquable de cet ouvrage est l'humanité qui s'en dégage. Les portraits et paroles de victimes sont bouleversants. Les accusés sont présentés sans manichéisme, dans toute leur complexité. Mohamed Abrini – « l'homme au chapeau » des attentats de Bruxelles – ose par exemple cette formule : « On n'est pas sorti du ventre de nos mères avec des kalachnikovs », sans pour autant être en mesure d'expliquer précisément comment il est devenu terroriste. Avocats et magistrats n'apparaissent pas seulement comme des professionnels du droit, mais aussi comme des individus embarqués dans un événement historique dont certains enjeux les dépassent.

1. Hugo Micheron, *Le Jihadisme français*, Paris, Gallimard, 2020. Voir la recension publiée dans le n° 1/2020 de *Politique étrangère*.

En filigrane transparaît une question : à quoi sert un tel procès, à la fois mise en scène judiciaire et mise en abyme de notre société ? Il s'agit bien sûr, avant tout, de déterminer le degré de responsabilité des différents accusés et de leur attribuer une peine proportionnelle à la gravité des infractions commises. Mais cela va bien au-delà. Lorsque le père d'une jeune femme décédée au Bataclan dialogue avec le père d'un des bourreaux, on entrevoit le début d'un processus de « justice restaurative ».

Plus largement, une dimension cathartique se dégage de ces longs mois d'audiences. Emmanuel Carrère la résume en une phrase : « Au début, on dépose la souffrance, à la fin on rend la justice ». Il cite également un survivant des attentats : « J'attends [de ce procès] que ce qui nous est arrivé devienne un récit collectif ». *V13* est, d'une certaine manière, la réponse à cette attente. Cet ouvrage ancre dans les mémoires des scènes que l'on aimerait oublier, il pousse à la réflexion sur le traitement judiciaire de l'horreur et il nous interroge sur les fondements mêmes du contrat social.

Marc Hecker

Europe

GERMANY'S RUSSIA PROBLEM: THE STRUGGLE FOR BALANCE IN EUROPE

John Lough
Manchester, Manchester University
Press, 2021, 296 pages

L'ouvrage de John Lough a été publié peu avant le 24 février 2022 et l'annonce

du « tournant historique » (*Zeitenwende*) qui s'accompagne d'une rupture radicale avec la politique allemande du « changement par l'interdépendance commerciale » (*Wandel durch Handel*) poursuivie par Berlin depuis des décennies. Le livre garde néanmoins tout son intérêt, annonçant quasiment les événements de 2022. Britannique, chercheur à Chatham House après avoir travaillé à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, John Lough est germanophone et russophone, ce qui lui a permis d'exploiter des sources dans ces deux langues. Il propose au lecteur une analyse froide et objective des relations germano-russes.

L'analyse remonte au XVI^e siècle pour montrer à quel point les relations entre les deux pays ont toujours été étroites, et à quel point l'Allemagne a laissé des traces, au gré des siècles, en Russie sur les plans à la fois politique, militaire, économique, industriel et culturel bien sûr – tout comme cette dernière a profondément imprégné l'Allemagne. L'auteur inclut dans ses pages consacrées à l'histoire l'héritage du XX^e siècle, du soutien de l'Allemagne de Guillaume II à Lénine, en passant par Rapallo et bien sûr l'opération Barbarossa jusqu'à l'*Ostpolitik*.

Il en résulte, du point de vue de l'auteur, une attitude à la fois complexe et complexée de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie. Complexée d'abord car les dirigeants allemands éprouvent une culpabilité telle vis-à-vis de Moscou (sentiment de culpabilité qui ne laisse guère de place dans le subconscient collectif allemand aux souffrances infligées par les Nazis aux Polonais, Biélorusses ou Ukrainiens) qu'ils ignorent totalement et avec persistance le caractère à la fois révisionniste, militariste, mafieux et cleptocratique du régime poutinien – et ce alors que l'Allemagne dispose

d'une expertise intellectuelle sur la Russie qui n'a pas d'égale dans les autres pays ouest-européens. Complexe, car Berlin n'a pas voulu voir à quel point Moscou menaçait les intérêts essentiels de l'Allemagne.

Son approche, qui est juste, l'auteur la décline à travers les différents chapitres de son ouvrage, consacrés aux relations économiques et commerciales entre les deux pays, à leur partenariat énergétique et à l'influence culturelle de la Russie en Allemagne (*via* les réseaux sociaux, les médias, les lobbyistes allemands pro-russes, l'action des « Allemands de Russie », enfin le SPD...).

Lough voit toutefois une césure intervenir en 2014, avec l'adoption des premières sanctions contre Moscou au lendemain de l'annexion de la Crimée. Mais cette césure est limitée, Nord Stream 2 étant lancé en 2015 et les accords de Minsk I et II privilégiant pour l'essentiel, selon l'auteur, les intérêts russes. Sans surprise, John Lough estime que l'Allemagne porte une très lourde responsabilité : elle s'est rendue (et elle a rendu l'Europe) dépendante des hydrocarbures russes ; les gazoducs sous la mer Baltique ont livré les Ukrainiens au Kremlin ; et nombre d'entreprises allemandes ont participé au réseau de blanchiment russe en Europe qui a financé le système poutinien. Mais surtout, par aveuglement, naïveté et appât du gain, l'Allemagne a donné à Poutine le sentiment que la Russie pouvait agir à sa guise, y compris par la force, et en toute impunité. Nous en payons les frais depuis février 2022.

Hans Stark

GERMANY'S ROLE IN EUROPEAN RUSSIA POLICY. A NEW GERMAN POWER?

Liana Fix

Londres, Palgrave Macmillan, 2021, 246 pages

Paru avant l'intervention russe en Ukraine, cet ouvrage traite à la fois du concept de puissance dans la politique étrangère de l'Allemagne et des relations germano-russes. L'analyse magistrale montre à quel point les concepts de « responsabilité » et de « leadership » appliqués à la politique étrangère de la République fédérale se sont pour l'essentiel, voire quasi exclusivement, concentrés sur un effort de transformation du régime russe en système libéral compatible avec les démocraties occidentales *via* une « Ostpolitik bis » du « changement par le commerce » (*Wandel durch Handel*). Pour Liana Fix, cette stratégie a échoué avec la première guerre russo-ukrainienne de 2014-2015 et l'annexion de la Crimée.

Pour analyser cet échec, décrit ici de façon détaillée, mesurée et objective, l'auteur se concentre sur quatre cas : la position de Berlin durant la guerre russo-géorgienne de 2008 ; son rôle dans l'élaboration du « partenariat pour la modernisation » entre l'UE et la Russie de 2010 ; l'initiative germano-russe de Meseberg en 2010 ; enfin l'action du gouvernement allemand pendant la guerre russo-ukrainienne de 2014-2015.

L'intervention russe en Géorgie n'a pas été interprétée par les responsables allemands comme l'expression d'une volonté de Moscou de réviser les frontières post-soviétiques par la force, mais comme une réponse à des provocations maladroites du président géorgien d'alors, enhardi par des promesses

intenable des autorités américaines. Pour Berlin, l'affaire géorgienne ne conduit pas à sanctionner la Russie ; au contraire, l'Allemagne juge nécessaire de renforcer le dialogue avec Moscou. Elle se fait l'avocat du « partenariat pour la modernisation » entre l'UE et Moscou qui naît en 2010 – alors que parallèlement l'Union européenne (UE) intensifie ses relations avec l'espace post-soviétique à travers le « partenariat oriental », initié à la demande de la Pologne et de la Suède. Pour Berlin, les deux partenariats ne sont pas antinomiques, alors qu'ils le sont pour Moscou.

Par ailleurs, l'Allemagne méconnaît les réalités internes russes et surestime la marge de manœuvre de Medvedev durant sa présidence entre 2008 et 2012. Le « partenariat pour la modernisation » va donc s'enliser, tout comme l'initiative Merkel-Medvedev dite de Meseberg, qui visait à créer un comité politique et de sécurité UE-Russie au niveau ministériel, et à relancer les négociations entre Bruxelles et Moscou pour surmonter le « conflit gelé » de Transnistrie. Liana Fix souligne que les efforts allemands (et français) de dialogue, de médiation et d'arrimage de la Russie à l'UE échoueront après le truage des législatives russes de 2011, la répression des manifestations et la limitation des libertés qui s'ensuivent, puis le retour à la présidence de Vladimir Poutine en 2012.

L'Allemagne (avec la France comme partenaire junior, selon Fix) va de nouveau jouer un rôle de premier plan dans les négociations Minsk I et II, après l'annexion de la Crimée en 2014. Mais l'approche allemande restera contradictoire et inconséquente : Berlin approuvera le vote de sanctions contre la Russie, tout en s'engageant dans un

partenariat énergétique renforcé avec le Kremlin *via* Nord Stream 2. Minsk I et II ne constituent ainsi que le prélude à l'« opération militaire spéciale » lancée par Poutine sept ans plus tard.

Hans Stark

GRENZGÄNGER: DEUTSCHE INTERESSEN UND VERANTWORTUNG IN UND FÜR EUROPA.

ERRINERUNGEN EINES ZEITZEUGEN

Joachim Bitterlich

Hanovre, Ibidem Verlag, 2021,
346 pages

Grenzgänger : dès le titre s'annoncent la richesse et la spécificité de l'expérience professionnelle et humaine vécue par Joachim Bitterlich, Sarrois marié à une Lorraine, conseiller du chancelier Kohl dans les années qui ont suivi la chute du Mur, puis ambassadeur à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et en Espagne avant de rejoindre le monde industriel, les cercles de réflexion sur l'Europe et l'enseignement. Il relate son expérience de « passeur », de part et d'autre de la frontière, non pour parler de lui-même, mais pour témoigner de l'histoire allemande, franco-allemande et européenne qui s'est écrite pendant ces décennies.

Il en tire des enseignements qui permettent d'éclairer la complexité actuelle d'une Europe passée de 15 à 27 membres, engagée dans un processus qui pourrait lui amener une dizaine de membres supplémentaires, et qui fait face à la guerre en Ukraine ainsi qu'à d'autres défis planétaires dont l'acuité n'égale que l'urgence. Il analyse « les intérêts allemands et la responsabilité allemande en Europe et pour

l'Europe », comme l'indique le titre de l'ouvrage, prochainement traduit en français. Ce faisant, sa réflexion est au cœur de la crise actuelle, « existentielle » comme il l'écrit, où l'Allemagne, sous la pression de la guerre, des pays d'Europe centrale et du Nord qui martèlent leurs exigences sur fond de reproche historique et des États-Unis, cherche à définir et concilier ses intérêts et ses responsabilités. Mais dans ce contexte, Berlin prend des positions et des décisions qui mettent à l'épreuve sa relation avec ses voisins à l'ouest et au sud, et tout particulièrement la coopération avec la France.

Joachim Bitterlich fut le témoin d'une période cruciale pour le destin européen, des hauts et des bas de la construction européenne depuis le difficile début des années 1980, puis de l'Acte unique, mais surtout du tournant décisif de 1989 : l'unification allemande, le traité de Maastricht fondant l'union politique et l'union monétaire, les élargissements successifs. Mais il fut davantage qu'un témoin, un acteur, tout particulièrement pendant ses 11 ans à la Chancellerie. Avec une marge de manœuvre et une discrétion qui font la force de la diplomatie, il a été négociateur, « sondeur », messenger, démineur (pour reprendre ses mots), au service de ce qui fut la force de Kohl : une vision de l'Europe et du rôle qu'y doit jouer l'Allemagne, mêlée à un pragmatisme et à une compréhension des sensibilités de ses interlocuteurs et des peuples qui lui ont permis de mener avec succès l'unification allemande dans une Europe qui devait en sortir renforcée.

La relation franco-allemande était centrale. La « complicité européenne » entre Kohl et Mitterrand s'étendait aux équipes entourant les deux chefs. Elle a permis les initiatives franco-allemandes

qui ont jalonné les années 1990, et notamment les décisions prises à la suite de la chute du Mur. Le travail du « moteur franco-allemand » s'est poursuivi par la suite, même si l'« alchimie » n'était pas la même ; mais des deux côtés on savait l'Union européenne paralysée si le tandem franco-allemand ne fonctionnait pas. Or cette coopération n'est pas une situation acquise, mais un effort permanent, laborieux, néanmoins sans alternative. Ce livre l'expose de manière lumineuse et actuelle.

Claude-France Arnould

Asie

TAÏWAN FACE À LA CHINE. VERS LA GUERRE ? LES CLÉS POUR COMPRENDRE

Valérie Niquet

Paris, Tallandier, 2022, 240 pages

Valérie Niquet ouvre sur une fresque historique, rappelant les origines austronésiennes du peuplement de Taïwan, les influences découlant des périodes de colonisation hollandaise et japonaise, l'importance croissante de la diaspora chinoise, jusqu'à l'exil du camp nationaliste. Cette démarche historique est nécessaire à toute analyse de la situation actuelle dans le détroit de Taïwan, car elle permet de comprendre la composition de la société taïwanaise, les relations entre les deux rives et la trajectoire politique de Taïwan sur le temps long.

On comprend par exemple que la « diplomatie des valeurs », menée par

Taipei depuis l'élection de la présidente Tsai Ing-wen en 2016, est le fruit d'une culture démocratique « arrivée à Taïwan par l'intermédiaire du colonisateur japonais, qui représentait un modèle de modernité non occidental ». Cette culture démocratique est aujourd'hui prééminente dans l'identité et les revendications taïwanaises.

L'ouvrage retrace bien sûr la trajectoire politique hors-norme de Taïwan, depuis la dictature nationaliste de Tchang Kaï-chek jusqu'au succès du Parti démocrate progressiste. La réussite de cette démocratie dynamique constitue pour l'auteur une spécificité irréductible de Taïwan, qui exclut toute rationalité dans l'unification voulue par Pékin. Valérie Niquet étoffe son propos en présentant les caractéristiques culturelle, spirituelle, démographique et constitutionnelle de Taïwan. Les huit chapitres du livre sont autant de facettes d'un même argument : non seulement ces spécificités éloignent l'île du continent, mais elles rendent le modèle taïwanais supérieur à celui de la République populaire de Chine.

L'auteur consacre ainsi un chapitre au poids économique de Taïwan, insistant sur le rôle important des investissements taïwanais dans le « miracle de la croissance chinoise » et sur les liens économiques entre les deux rives. Puis, méthodiquement, est décortiquée en cercles géographiques concentriques une compétition diplomatique qui voit progressivement Taïwan gagner en légitimité face à une puissance chinoise de plus en plus isolée.

Bien que rédigé avant la visite de Nancy Pelosi à Taipei et les débats au Congrès américain autour du *Taiwan Policy Act* – que certains voient comme

une dissipation de l'ambiguïté stratégique américaine –, l'ouvrage annonce déjà un moment charnière dans la position américaine et les équilibres du détroit de Taïwan. L'analyse renvoie au débat sur la stratégie de défense taïwanaise, qui fait rage à Taipei comme à Washington, dans la mesure où l'aide américaine conditionne la dotation en capacités militaires plus ou moins asymétriques de l'armée taïwanaise.

Le tour d'horizon proposé se clôt donc sur des considérations militaires, comme pour répondre à la question de la fatalité de la guerre. Sont explorés plusieurs scénarii – y compris pacifiques – non tranchés. Mais l'étude souligne surtout que la « guerre hors-limite » chinoise ne se limite pas au domaine cinétique, et peut prendre des formes informationnelles, économiques ou cyber, la Chine exploitant ainsi les failles des démocraties – *a fortiori* taïwanaise – pour tenter de rééquilibrer le rapport de force en sa faveur.

Constantin Lagrault

L'IRAN ET LE PAKISTAN. DÉFIS RÉGIONAUX ET INITIATIVES DE COOPÉRATION (1979-2022)

Eve Cuenca

Paris, L'Harmattan, 2022,

256 pages

L'ouvrage plonge le lecteur dans la multidimensionnalité de la relation entre l'Iran et le Pakistan, sous l'angle des défis régionaux et des alliances internationales paradoxales développées par les deux États. Le concept géopolitique de l'Asie de l'Ouest, incluant aussi l'Afghanistan, est structuré autour de la relation de longue date et du

potentiel de coopération entre l'Iran et le Pakistan. Cet espace prend forme *via* l'intensification des stratégies de rivalité entre la Chine et l'Inde, notamment au Baloutchistan, pour une maîtrise de l'océan Indien.

Eve Cuenca ouvre son étude par le tournant de l'année 1979. La révolution iranienne de 1979 entraîne un changement institutionnel sur le plan interne et une rupture radicale de la politique extérieure iranienne. L'Afghanistan est envahi par l'URSS en 1979, ce qui marque le début de plusieurs décennies de conflits et ouvre un dossier épineux dans la relation irano-pakistanaise. Le Pakistan passe au même moment d'une démocratie socialiste – autour du fondateur du Parti du peuple pakistanais, Ali Bhutto, pendu en 1979 – à un régime militaire et autoritaire autour de Zia-ul-Haq, qui prône une islamisation de la société.

La politique extérieure de l'Iran est qualifiée de pragmatique face à un grand voisin musulman partageant un héritage culturel commun. Les doctrines de politique étrangère iraniennes contribuent à justifier la constance dans la relation avec le Pakistan. Téhéran considère qu'un tropisme vers l'Est est moins risqué qu'une ouverture vers l'Occident hégémonique. Le pragmatisme est d'actualité concernant la région du Baloutchistan, partagée entre les deux pays. La zone cristallise des tensions religieuses et soulève des problématiques frontalières de contrebande. L'approfondissement de la coopération bilatérale apparaît comme stratégiquement plus viable face aux défis sécuritaires.

Téhéran et Islamabad ont renforcé depuis quelques années leur coopération maritime dans le golfe Persique.

Les ports de Tchabahar (Iran) et Gwadar (Pakistan) sont tous deux situés au Baloutchistan. Celui de Gwadar a une localisation stratégique pour la Belt and Road Initiative de Pékin. New Delhi l'appréhende comme une menace pour le port de Mumbai. Quant à Tchabahar, il est davantage orienté vers l'Inde désireuse de limiter les ambitions chinoises dans la région. Le Pakistan pourrait jouer un rôle de relais d'influence chinoise auprès de l'Iran. En 2021, un accord bilatéral de 25 ans a été signé entre la Chine et l'Iran. Ce cadre stratégique pourrait amplifier le rôle stratégique de l'Asie de l'Ouest.

Le développement des échanges commerciaux irano-pakistanaïens pourrait être stimulé par le marché énergétique (les besoins du Pakistan ayant augmenté). Le cadre institutionnel de l'Organisation de coopération économique offre des perspectives de relance de la relation irano-pakistanaïse, en incluant aussi la Turquie. Le 5 janvier 2022, un train de marchandises est arrivé à Ankara depuis Islamabad en 12 jours – soit trois fois plus rapidement que par voie maritime. Des représentants des trois pays ont salué les opportunités offertes par cette arrivée symbolique.

Le renforcement des relations entre l'Iran et le Pakistan apparaît comme une condition nécessaire à la stabilité et au développement économique de l'Asie de l'Ouest face à la situation en Afghanistan et aux ambitions géostratégiques des puissances concernant les *hubs* portuaires du Baloutchistan.

Alexandre Pamart

Moyen-Orient et Monde arabe

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN EN CRISE SYSTÉMIQUE. QUATRE DÉCENNIES DE TOURMENTS

Ata Ayati et David Rigoulet-Roze
(dir.)
Paris, L'Harmattan, 2022,
334 pages

Publié avant la vague persistante d'émeutes provoquées par l'arrestation et la mort de Mahsa Amini, cet ouvrage montre à quel point existe un décalage entre les nouvelles générations et le pouvoir tenu par les religieux. Comme l'écrit justement David Rigoulet-Roze dans son introduction, il existe « une défiance résolue vis-à-vis d'un régime idéologiquement dévalué et dans l'incapacité de répondre aux attentes les plus élémentaires de l'essentiel d'une population éduquée et qui aspire simplement à pouvoir vivre décemment... ».

Se situant dans une évolution historique de « quatre décennies de tourments », les nombreux contributeurs s'attachent à aborder les différents aspects de la situation intérieure comme de la politique extérieure de la République islamique. Ils soulignent l'absence de perspectives pour une population dont la jeunesse est en position de rupture face à un « système répressif bien rodé », et dont on voit encore aujourd'hui la brutalité. Alors que Téhéran regarde de plus en plus vers la Russie et la Chine, les jeunes sont fascinés par un Occident où beaucoup souhaiteraient partir. La gouvernance calamiteuse des gouvernements, plus encore que les sanctions, explique

les difficultés actuelles où se juxtaposent une économie sinistrée, un malaise social profond et une corruption endémique.

Le chapitre consacré à la crise nucléaire par Ardavan Amir-Aslani permet de mieux comprendre pourquoi les négociations en cours sont dans l'impasse, sans qu'aucune des parties veuille reconnaître leur échec. « Vingt ans d'errance diplomatique et d'incompréhensions mutuelles » expliquent cette évolution. À cet égard, les effets pervers de la dénonciation de l'accord de juillet 2015 par Donald Trump et de la politique de pressions maximales sont bien décrits. Ceux-ci ont contribué notamment à mettre en place en 2021 un président et un parlement ultra-conservateurs. Si la volonté exprimée par l'administration Biden de rentrer dans l'accord a suscité quelques espoirs, l'auteur estime que les demandes maximalistes avancées du côté américain et la tactique de temporisation menée par Téhéran ont abouti à ce qui est bien un échec.

Dans sa contribution, Farhad Khosrokhavar décrit cette « société aux abois » qu'est devenu l'Iran, avec une histoire ponctuée de violences, qu'il s'agisse notamment du mouvement vert en 2009, des protestations contre la pauvreté fin 2017 ou des manifestations récentes des femmes contre le voile, qui ont largement dépassé leur objet initial. Il rappelle l'action des femmes pour obtenir l'égalité juridique avec les hommes. Déjà la « Campagne pour un million de signatures » avait été déclenchée à cette fin sous le mandat d'Ahmadinejad. Si les manifestations avaient alors été durement réprimées et certaines militantes arrêtées et flagellées, le mouvement avait eu un fort retentissement, y compris au niveau international

avec l'attribution du prix Nobel de la paix à Shirin Ebadi.

Cet ouvrage très complet, qui aborde tous les sujets, de politique internationale comme de politique intérieure, le rôle des Gardiens de la révolution, l'évolution économique, la vie culturelle ou les problèmes environnementaux, mérite une lecture attentive à un moment où le régime est de nouveau confronté à un mouvement d'une ampleur sans précédent.

Denis Bauchard

HISTOIRE DE L'ALGÉRIE CONTEMPORAINE. DE LA RÉGENCE D'ALGER AU HIRAK (XIX^e-XXI^e SIÈCLES)

Pierre Vermeren

Paris, Nouveau Monde Éditions,
2022, 400 pages

Un grand livre sur l'histoire de l'Algérie se faisait attendre en France. Certes, il y avait eu Benjamin Stora (1992 et 1994) mais, jusqu'en 2017, seule s'imposait la considérable *A History of Algeria* de James McDougall. En 2021, Emmanuel Alcaraz vint réouvrir une première brèche. Aujourd'hui, Pierre Vermeren, plus connu pour ses travaux sur le Maroc, relève le défi. Doué d'une plume puissante et déliée, l'auteur réussit une magnifique synthèse de quelques siècles d'une histoire agitée.

La première partie analyse la période de la « domination » ottomane sur l'Algérie. Elle restitue la situation stratégique-diplomatique de l'époque ; l'implantation (partielle) de l'empire sur le pays, mais aussi sa durabilité. Elle intègre la dimension sociale des tribus, des allégeances et des confréries – structures

qui, débordant au-delà des frontières actuelles, complexifient la recherche d'un État algérien précolonial.

La deuxième partie revient sur la longue conquête de l'ensemble du territoire. Après la prise fulgurante d'Alger et les hésitations des gouvernements de Paris, la poussée française est prise en charge sans pitié par les militaires. La création d'un « parti colonial » fera le reste. Pierre Vermeren exécute au passage quelques idées reçues, notamment sur la valeur économique de la colonie. Il met également en évidence la gestion de la religion musulmane comme moyen de pression sur la communauté dite « indigène ».

La troisième partie illustre la montée du nationalisme algérien et, passés les espoirs de 1945 brisés par la répression de Sétif, le glissement inexorable vers la guerre et la déclaration d'indépendance.

La quatrième partie – « Les crises de l'État-nation algérien indépendant face aux chocs de la mondialisation » – explique l'installation d'une bureaucratie, d'un système sécuritaire et d'une caste héréditaire issus de la guerre, et qui vont étouffer toute transformation. Les leçons de la guerre civile (1992-1998, plus ou moins 200 000 morts) ne seront pas tirées, sinon sur l'efficacité du modèle répressif. Des millions d'Algériens vivent désormais « hors les murs ». Le Hirk – le « mouvement » –, la révolte pacifique de 2019, est porteur d'un immense espoir, mais le système saura l'étouffer et se régénérer sans évoluer.

Ce livre est aussi une réflexion sur l'État-nation. Comment se constitue l'État algérien à partir d'éléments disparates ? Le débat est miné. Pierre Vermeren nous aide à y voir plus clair.

Ces pages sont porteuses d'importantes interprétations qui sont autant de clés pour la recherche de demain. On en citera une : « La colonisation a été un État militaire au service des intérêts coloniaux. Puis elle légua à l'Algérie, par transfert d'État, un État militaire. »

S'il fallait aller à la critique, on dirait que, sans doute pour ne pas peser sur le prix, les notes sont courtes et la bibliographie légère. Quelques redites égrènent parfois une synthèse pourtant serrée. Mais ne boudons pas notre plaisir, ce livre est essentiel. Il y aura un avant et un après Vermeren.

Jean-François Daguzan

CONFESSIONS D'UN BON À RIEN

Élie Barnavi

Paris, Grasset, 2022, 512 pages

Par-delà un titre qui témoigne du sens de l'autodérision de l'auteur, ce livre permet de mieux comprendre, à travers le parcours d'Élie Barnavi, l'évolution de la société et de la politique israéliennes, de même que la relation souvent difficile avec la France, sa « seconde patrie affective et intellectuelle ».

Cette autobiographie est sans complaisance, reflétant les engagements professionnels et politiques d'un universitaire et une évolution qui l'a conduit de la Roumanie où il est né, à Israël puis à Montréal, Bruxelles et Paris. Sa scolarité au collège Saint Joseph des Frères des écoles chrétiennes de Jaffa l'aura fortement marqué. Il se voit comme un « animal politique » qui fera sa carrière à l'ombre du Parti travailliste tout en ne ménageant pas les critiques à son égard

comme à celui de nombre de ses dirigeants. On notera les jugements sévères de l'auteur, qui était pourtant un *Peres boy*, sur Shimon Peres, dénonçant son intellectualisme, sa responsabilité dans la colonisation des territoires occupés, voire « son imbécillité » et son goût démesuré du pouvoir.

Sa vision de la société israélienne est également sans complaisance. « Le traumatisme de la Shoah, l'affrontement séculaire avec un environnement hostile et l'osmose entre la société et son armée ont fini par produire une nation militarisée jusqu'à la moelle » ; « ce militarisme sociétal et culturel » étant « généralement associé à un nationalisme ombrageux et exclusif ». Tout en se disant européen, l'auteur souligne que la société israélienne est de plus en plus méditerranéenne.

Le chapitre le plus intéressant est certainement celui qu'il intitule de façon quelque peu provocatrice : « Ambassadeur de Sharon ». Élie Barnavi, travailliste engagé qui n'est pas un diplomate de carrière, est nommé en 2000 ambassadeur à Paris par Ehud Barak, alors Premier ministre. Quand Ariel Sharon lui succède, il le maintient à son poste malgré les pressions de l'entourage car « il fait du bon boulot ». Barnavi fait d'ailleurs de ce personnage controversé un portrait plutôt favorable : « C'est un laïc sans complexe... brillant stratège... courtois, de contact facile, non dénué d'humour ». La séduction est réciproque. La prolongation de la mission à Paris étant d'autant plus surprenante que l'auteur avait vu sa nomination comme une « punition »...

L'auteur fait d'ailleurs peu de cas du métier d'ambassadeur qui, selon lui, « est devenu un VRP de luxe ». Il constate que le service le plus fourni de

l'ambassade est l'antenne du Mossad, sur laquelle il n'a aucune autorité. Pour lui, « la politique étrangère d'Israël se décide au ministère de la Défense... », le ministère des Affaires étrangères étant « réduit à une coquille vide ». On sent cet ambassadeur mal à l'aise avec la politique du président Chirac et le contexte de l'époque. Sans indulgence pour sa politique arabe qu'il qualifie de « désastre diplomatique et moral », il juge sévèrement nombre de ses interlocuteurs d'alors, qu'il s'agisse d'Hubert Védrine et du Quai d'Orsay taxé d'antisémitisme, de la presse, des Églises catholique ou protestante. Il avoue d'ailleurs ne pas avoir été heureux pendant cette mission de trois ans.

De retour en Israël, il s'inquiète de l'évolution du pays où il ressent une « étrangeté familière ». Sa conclusion frappe par son pessimisme : « Je vois, aux marges de ce monde, mon peuple titubant, les yeux grands fermés, vers l'abîme où l'attendent l'apartheid ou la guerre civile, au choix ». Souhaitons qu'Élie Barnavi se trompe !

Denis Bauchard

LES ANNÉES NETANYAHOU. LE GRAND VIRAGE D'ISRAËL

Jacques Bendelac
Paris, L'Harmattan, 2022,
304 pages

Face à l'énigme de la longévité politique exceptionnelle de Benjamin Netanyahu – en partie liée à l'absence de limitation du mandat exécutif –, que vient de confirmer le résultat des dernières élections législatives d'Israël, ce livre vient à point nommé. Jacques Bendelac livre

une analyse détaillée de la pensée politique de Natanyahou : un libéralisme économique débridé ; l'accent sur la religion – 14 % des heures de cours des jeunes israéliens sont ainsi consacrées à l'enseignement religieux – ; une méfiance institutionnalisée envers les minorités non juives – l'adoption de la loi « Israël comme État nation du peuple juif » en 2018 introduit par exemple une distinction entre citoyenneté et nationalité, réservée aux citoyens juifs – ; et une position forte sur la défense. L'auteur décrit également quelques piliers du « bibisme » : outre la volonté de s'assurer du soutien indéfectible des États-Unis, sa pratique du pouvoir s'appuie sur sa proximité avec des milliardaires, pour laquelle il est mis en cause aujourd'hui, et un soutien opportunément médiatisé de la part de sa famille : le « clan Natanyahou ».

Le livre propose plus largement un portrait argumenté d'Israël au regard de la politique menée pendant près de douze ans. Le bilan du libéralisme économique laisse songeur : le recul marqué des services publics et le mince filet de protection sociale, qui n'a pas permis d'absorber pleinement le choc de la pandémie de Covid-19, sont autant d'indicateurs de la situation sociale difficile dans laquelle se trouve le pays. En outre, le « moteur » de la *start-up nation* semble grippé, avec seulement 520 start-ups créées en 2020 contre 1 400 en 2014, conséquence d'une baisse d'investissement de l'État dans le secteur, qui se limite à 10 % en 2020.

Plus inquiétant encore, la quatrième partie de l'ouvrage décrit les attaques répétées contre l'état de droit, qui ont pour effet de rapprocher Israël des démocraties illibérales. La remise en cause de l'indépendance de la justice – Natanyahou s'apprête à former une

coalition avec Bezalel Smotrich qui déclare vouloir nommer les juges sur proposition parlementaire –, le déclin des syndicats et les relations tumultueuses avec les médias interrogent sur la survie de contre-pouvoirs efficaces.

La lecture de cet ouvrage est donc indispensable pour qui veut comprendre les ressorts d'Israël contemporain. On regrettera cependant que n'y figure pas une analyse plus fouillée de la vision géopolitique de Natanyahou. Enfin, le choix d'adopter le seul prisme de l'homme politique personnalise le propos. En raisonnant de manière contrefactuelle, l'offre politique israélienne serait-elle différente si Bibi ne s'était pas destiné à la carrière politique ? Les cinq dernières élections ont montré l'ascendant pris par la droite israélienne, Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich ne faisant que reprendre de manière plus vindicative les arguments développés par Natanyahou, lui-même se plaçant dans la filiation du mouvement révisionniste de Jabotinsky : une politique nationaliste, un engagement pour le « Grand Israël » et un libéralisme économique aux antipodes du socialisme qui a prévalu lors de la création d'Israël.

Amélie Férey

Russie

RUSSIE-TURQUIE. UN DÉFI À L'OCCIDENT ?

Isabelle Facon (dir.)
Paris, Passés composés, 2022,
224 pages

Alors que l'activisme tant de la Turquie que de la Russie ne cesse d'interpeller, et parfois d'inquiéter, les observateurs occidentaux, la nature des relations bilatérales entre ces deux puissances voisines demeure à bien des égards un mystère. Voici deux États que l'histoire a fait s'affronter à maintes reprises et qui demeurent aujourd'hui rivaux sur plusieurs théâtres géopolitiques. Pourtant, ils savent aussi mettre de côté leurs différends pour gérer des situations de crise particulièrement complexes. Cette « compétition coopérative » déconcerte Européens et Américains, d'autant que ces manœuvres aboutissent bien souvent à les mettre à l'écart des terrains géopolitiques concernés. Comme si Moscou et Ankara voulaient marquer leur volonté de gérer leurs désaccords seuls, sans laisser de place aux acteurs tiers. Pour décrypter cet étonnant pas de deux, un seul regard, aussi pertinent fût-il, aurait semblé bien insuffisant. C'est donc toute une équipe qui a été réunie sous la direction d'Isabelle Facon, donnant à l'ouvrage un caractère multidimensionnel marqué.

Spécialistes de la Russie, de la Turquie ou connaisseurs d'une région où ces deux puissances se rencontrent, les auteurs explorent en détail les multiples facettes de la relation bilatérale. Deux premiers chapitres reviennent, en guise

d'entrée en matière, sur une tumultueuse histoire russo-turque, marquée certes par de nombreux affrontements mais aussi par des épisodes plus méconnus de rapprochement. Le chapitre suivant introduit et explique la délicate position des Occidentaux face à ce curieux tandem. C'est ensuite un intéressant tour d'horizon des théâtres d'affrontement, de rivalité ou de coopération entre Moscou et Ankara : la Syrie, la Libye, la mer Noire, le Caucase, jusqu'à l'Asie centrale – où se fait sentir la présence d'un troisième compétiteur : la Chine. Les derniers chapitres sont consacrés aux questions de l'énergie, de l'économie et de l'armement, secteurs où Turcs et Russes affichent de réelles ambitions en termes de coopération, tout en semblant parfois réticents à les concrétiser, à l'image de ces missiles S-400 achetés par Ankara mais qui tardent à être déployés.

Se dégage ainsi, tout en nuances, le portrait d'une relation complexe que la Turquie sait aussi mettre à profit dans ses rapports avec les Occidentaux. Passé maître à cet étonnant jeu de balancier, Ankara sait qu'on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment, et met en scène son dialogue avec la Russie pour rappeler sa valeur stratégique à ses partenaires traditionnels. À la lecture de cet ouvrage, on est tenté d'interroger le sens des rapports d'alliance et de rivalité en un XXI^e siècle déjà bien turbulent. Ces rapports russo-turcs à multiples facettes illustrent une pratique croissante de bien des États qui, sans s'enfermer dans des alliances globales et de long terme, privilégient les effets d'opportunité et les coopérations ponctuelles. Par cette pratique, ils dessinent un environnement plus souple, où le pragmatisme fait loi, mais aussi moins prévisible : le partenaire de la veille peut rapidement devenir un

adversaire, au risque d'une instabilité accrue de l'ordre international.

Aurélien Denizeau

LE GÉANT EMPÊTRÉ. LA RUSSIE ET LE MONDE DE LA FIN DE L'URSS À L'INVASION DE L'UKRAINE

Anne de Tinguy
Paris, Perrin, 2022, 496 pages

Dans son nouveau livre consacré à la politique de puissance russe, Anne de Tinguy analyse l'ambivalence historique d'une Russie aspirant à la grandeur, mais contrainte par son retard économique et technologique sur l'Occident. Cet ouvrage n'est pas une énième somme sur la politique étrangère russe : l'auteur propose une approche plus originale et transversale, à travers l'examen de la boîte à outils et de la stratégie déployées par Moscou, de la période soviétique à l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Anne de Tinguy retrace les moments, la chronologie et les soubassements de la stratégie de puissance de la Russie. Son obsession de la grandeur – poursuivie en dépit des faiblesses, et même au détriment des fondements de la puissance (pourtant nombreux) – en ressort clairement, en dépit de la diversité des époques et de la profondeur des changements politiques internes. C'est dans l'adversité (notamment contre l'Occident) que résident la « voie de la grandeur », la capacité de la Russie à « affirmer son indépendance » et à s'« imposer sur la scène internationale ». L'auteur mène en outre une analyse méthodique des outils de la politique extérieure russe (diplomatie, facteur militaire, économie, *soft power*, diplomatie culturelle) qui permet de

mesurer leur efficacité et d'en tirer des enseignements importants.

Ainsi Anne de Tinguy qualifie-t-elle le *soft power* russe de « négatif » : s'il est question d'améliorer l'image de la Russie, il s'agit aussi d'« affaiblir », de « déstabiliser » et de « diviser » l'adversaire. Le « recours à la force » et la chronologie de son emploi ont cependant été définis et interprétés de manière discutable : les années 2000 ont donné lieu à une profonde théorisation des moyens non militaires et militaires indirects, et non à une prise de conscience que le « facteur militaire est à nouveau un instrument efficace de la vie internationale » – la Russie n'y a jamais renoncé, mais a en revanche beaucoup réfléchi à ses modes d'emploi.

L'analyse que fait Anne de Tinguy de la guerre en Ukraine est très éclairante : il s'agit d'une guerre néo-impériale et de civilisation, nourrie par « l'obsession de la grandeur » de Vladimir Poutine. S'il est tentant d'analyser cette guerre comme une rupture dans la capacité de la Russie à déployer son influence, Anne de Tinguy rappelle qu'« avant même cet événement, le bilan des efforts déployés apparaissait mitigé ». Il aurait néanmoins été intéressant d'approfondir l'analyse de la stratégie ukrainienne de Moscou dans la période 2021-2022 : la pratique stratégique, ses erreurs et ses imprévus peuvent créer des ruptures politiques et provoquer ce à quoi l'« obsession de la grandeur » ne menait pas nécessairement.

On peut enfin regretter l'absence, dans la bibliographie, des historiennes de la Russie Marie-Pierre Rey et Françoise Thom, qui ont apporté une contribution essentielle à la compréhension de questions examinées dans cet ouvrage. Ce qui n'enlève rien à sa valeur : il est à la

fois indispensable aux étudiants et important pour la réflexion des experts. Anne de Tinguy conclut par une question cruciale pour l'avenir : « La résistance des Ukrainiens amènera-t-elle la

Russie à [...] faire sienne l'idée que la "politique étrangère commence à la maison" ? ».

Dimitri Minic

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2022

▶ S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

